

La relance économique et sociale en zone rurale après le séisme en Haïti : lier urgence, réhabilitation et développement

Erwin SCHMITT, Fabien THOMAS, Peggy PASCAL

Un an après le séisme en Haïti, le pays est encore confronté à de nombreux problèmes. Une des opportunités en partie ratée par la communauté internationale durant les premiers mois de la réponse a été de relancer l'agriculture et d'investir dans la ruralité, pour faciliter l'accueil des populations déplacées suite au séisme et créer des contrepoids économiques à Port-au-Prince. Quelques projets, comme celui mené par SOLIDARITÉS INTERNATIONALE dans les mornes de Petit-Goâve, qui combine une approche de réponse aux besoins d'urgence tout en cherchant à traiter les causes structurelles de l'insécurité alimentaire, prouvent que c'était possible. Après 9 mois de projet, les résultats d'un diagnostic approfondi des systèmes de production et une bonne connaissance de la zone d'intervention et de la paysannerie des mornes ont permis aux équipes de bâtir des liens forts avec les communautés et d'adapter le projet au fil du temps et de l'évolution du contexte, des besoins et des stratégies de résilience.

Le séisme, ses conséquences directes et la réponse humanitaire

Le mardi 12 Janvier 2010, un tremblement de terre de magnitude 7.3 sur l'échelle de Richter, dont le foyer se trouvait à moins de 10 km de profondeur, a été enregistré dans le département de l'Ouest d'Haïti. Plus d'une centaine de répliques ont été enregistrées dans les heures et les jours suivant le séisme. Une forte réplique d'une magnitude de plus de 6 était encore enregistrée le 20 janvier au Nord-Ouest de Jacmel (département du Sud-Est).

La commune de Petit-Goâve est l'une des communes du département de l'Ouest la plus sévèrement touchée par le séisme. L'un des deux épicentres du séisme se trouvait à 5 km de Petit-Goâve.

Les conséquences directes du séisme à Petit-Goâve furent, entre autres :

- Le décès de plus de 2.000 personnes sur les 157.000 que comptait la commune avant la catastrophe.
- La destruction ou la forte dégradation de 32.000 maisons qui ont obligé les populations affectées à se loger soit chez des voisins ou de la famille soit sous des abris

provisaires confectionnés avec les moyens du bord. S'en sont suivis des déplacements massifs de population depuis les zones urbaines vers les zones rurales et la constitution de nombreux camps de déplacés.

- L'endommagement de voies de circulation telle que la route nationale 2 qui a été coupée par des éboulements ou encore des voies d'accès secondaires notamment des pistes d'accès aux mornes et des chemins muletiers/piétons qui les sillonnent, relient les villages et permettent entre autre l'écoulement des productions agricoles.

Réponse humanitaire

A la suite du séisme, de nombreux acteurs sont rapidement intervenus afin de fournir une aide d'urgence dans les domaines de l'accès à l'eau et l'assainissement, de l'aide alimentaire et de la distribution d'abris d'urgence et de biens de première nécessité. Mais pendant les premiers mois, cette aide s'est concentrée en grande partie sur les zones urbaines et dans les camps de déplacés situés en plaine, et peu d'acteurs intervenaient dans les mornes. Or, à la suite du séisme, des milliers de personnes sont venues des villes pour trouver refuge auprès de leurs familles installées dans les mornes. Cette arrivée massive et soudaine a eu un fort impact sur l'économie des ménages puisque les réserves alimentaires prévues pour plusieurs mois ont été consommées en quelques semaines. De plus, le manque de réponse humanitaire dans ces zones a poussé certaines personnes à descendre dans la plaine pour monter des camps « fantômes » afin d'obtenir de l'aide. Sachant que 80% de la population de Petit-Goâve vit en zone rurale et périurbaine, la réponse d'urgence n'a touché, dans les premiers mois, qu'une faible partie de la population de la commune.

Une zone d'intervention connaissant des problèmes structurels et conjoncturels

La paysannerie des mornes : un système en crise

Les mornes présentent une grande diversité de systèmes de culture de rentes (haricot, igname, banane plantain, arachide...) et vivrières (maïs, sorgho, patate douce...), souvent associées au sein d'une même parcelle. L'élevage de caprins, de porcins, de bovins ou d'équins représente aussi une part importante des revenus (de l'ordre de 30 %) et permet de faire face à des besoins monétaires, constituant ainsi un système d'épargne « sur pied ». Mais les systèmes d'élevage souffrent de contraintes sanitaires fortes, en particulier

pour les volailles et les cochons, et de la diminution des surfaces pâturables notamment pour les bovins.

Trois grands types de systèmes de production peuvent être distingués au sein de la zone d'intervention :

■ **Type 1: Les agriculteurs à tenure foncière précaire misant sur une vente de main d'œuvre régulière.** Ce sont généralement de jeunes couples ou des femmes seules qui survivent grâce à une agriculture d'autosubsistance basée sur des cultures vivrières (maïs et patate douce essentiellement) et sur un jardin de case très productif. Leurs faibles revenus issus de l'élevage, de la vente de fruits et de haricots leur fait courir le risque d'une décapitalisation soudaine et irréversible. Leur objectif est d'accumuler suffisamment par le biais de l'élevage pour pouvoir accroître leur capital foncier. Cependant les maladies et les besoins de trésorerie qui les contraignent à vendre les animaux prématurément représentent une contrainte majeure. Sans activité extra-agricole (petit commerce, salariat agricole, vente de charbon, etc.), ces agriculteurs se situeraient sous le seuil de survie et se trouveraient donc obligés de migrer vers les zones urbaines. Ils cultivent moins de 0,5 Carreau¹ et représentent environ 30 % de la population des mornes.

■ **Type 2: Les petits propriétaires misant sur la diversification des cultures et s'appuyant majoritairement sur une main d'œuvre familiale.** Ces paysans combinent des cultures de rente (haricot, bananiers, arachide) avec des cultures vivrières, les activités extra-agricoles ne représentant plus qu'un apport secondaire. Lors des bonnes récoltes, les exploitants peuvent investir dans du bétail et stocker des semences pour les revendre plus cher à la prochaine saison. Ils se situent assez largement au-dessus du seuil de survie mais sont particulièrement sensibles aux mauvaises récoltes, en raison des risques qui pèsent sur la culture de haricot. Faute de crédits à des taux raisonnables, les plus petits rentrent facilement dans un cycle de décapitalisation, et il arrive que les chefs d'exploitations soient contraints de vendre leurs arbres ou d'hypothéquer leurs parcelles. Cette catégorie exploite entre 0,5 Carreau et 2 Carreaux et représente plus de la moitié de la population des mornes.

■ **Type 3: Les grands propriétaires cultivant des cultures de rente avec de la main d'œuvre extérieure.** L'objectif de ces exploitants est d'optimiser le facteur limitant que constitue la main d'œuvre. Aussi préfèrent-ils mettre en œuvre des systèmes type verger qui demandent peu de main d'œuvre mais qui fournissent un revenu confortable et régulier. La mise en jachère et le prêt de terres en métayage répondent aussi à ce besoin. Le cheptel est de taille importante (de l'ordre de 5 à 20 animaux), dont un grand nombre de bovins et d'équins. Les revenus agricoles, les rentes foncières (métayage essentiellement), les rentes de l'élevage et les revenus extra-agricoles leur permettent d'accroître leur capital foncier et d'investir dans du bétail ou l'éducation de leurs enfants. Ces exploitants ne

sont pas soumis à un risque important de décapitalisation car leur capital est suffisamment important pour faire face à des dépenses imprévues. Néanmoins, ils sont confrontés à des problèmes de trésorerie pour payer la main d'œuvre des travaux de champ, ce qui peut les amener à s'endetter. Cette catégorie cultive plus de 2 Carreaux et représente seulement 16 % de la population des mornes.

Précarité foncière, surexploitation de la terre et déboisement

La précarité foncière dans laquelle se trouvent un grand nombre d'agriculteurs est la cause principale de la pauvreté structurelle que connaît la majorité de ceux-ci. Du point de vue agro-historique, l'augmentation de la densité démographique dans les mornes a entraîné une diminution de la superficie cultivée par famille et une intensification des systèmes de culture. Cette dernière a eu comme conséquence une baisse des pratiques d'agroforesterie et de la mise en jachère régulière des terres. Pour continuer à exploiter les surfaces nécessaires à leurs besoins, les paysans ont défriché des zones boisées. L'abandon de la culture du café qui a suivi la libéralisation économique des années 1990, combinée à l'abrogation de lois restreignant la coupe des arbres, ont par la suite entraîné une déforestation massive. La surexploitation des terres et la déforestation ont contribué à une baisse rapide et importante de la fertilité des sols et une chute drastique des rendements (et donc des revenus). On observe aussi une différence de gestion en fonction de la sécurité foncière entre les terres en propriété sur lesquelles les exploitants investissent à long terme (plantation d'arbre) et les terres en métayage, en fermage ou dont le propriétaire légal est mal défini.

Période de soudure et alimentation

L'aliment de base des ménages ruraux est le riz complétement par l'autoconsommation de fruits (banane, arbre à pain, mangue, avocat), de légumineuses à graines (haricot, pois congo...) et de tubercules (patate douce, igname...). La faible capacité de stockage des paysans implique que la quantité et la qualité des repas dépendent des productions récoltables à un moment donné, avec une période de soudure de mars à juin (fin de saison sèche/début de saison humide). La disponibilité de la nourriture sur les marchés est assurée toute l'année, mais l'accessibilité est limitée par les moyens financiers des paysans. Les plus pauvres, qui recourent le plus à l'autoconsommation, souffrent donc particulièrement durant la période de soudure.

Une forte exposition aux catastrophes naturelles et aux épidémies.

Au cours de ces 3 dernières années, les problèmes structurels de la zone ont été aggravés par une série de catastrophes de grande ampleur :

- En 2008, 3 cyclones majeurs (Faye, Gustave et Hanna) ont balayé l'île provoquant d'importantes pertes dans les récoltes et tuant de nombreuses bêtes (chèvres, porcs, bovins).

- En 2009, 3 tempêtes tropicales ont là encore provoqué de nombreux dégâts, et notamment celle du 23 décembre 2009 qui a détruit les récoltes de pois congo et de sorgho alors que la récolte de haricot était déjà particulièrement mauvaise en juillet. Cette tempête a également entraîné la mort de certaines bêtes et la destruction d'une partie du stock de semences.

- Entre 2009 et 2010, la quasi-totalité des porcs a été tuée par une épidémie porcine alors que ceux-ci sont particulièrement importants pour les ménages modestes car ils demandent peu de main d'œuvre et valorisent une nourriture aisément disponible.

Le séisme, un nouveau choc

Même s'il est vrai que la situation humanitaire dans les mornes n'était pas comparable à celle de la ville (moins de maisons détruites ou endommagées, peu de décès, peu d'impact sur les facteurs de production agricole, etc.), l'arrivée soudaine et massive des personnes déplacées originaires des zones de Port-au-Prince, Léogâne, Grand-Goâve et Petit-Goâve a poussé les familles à décapitaliser (vente de grains/semences et bêtes) plus vite et à consommer tout, ou quasiment tout leurs stocks de grains et notamment les semences. Selon nos estimations, la population de la zone ayant augmenté de 30 à 50% durant le 1^{er} mois qui a suivi le séisme, les capacités d'hébergement des familles ont largement été dépassées.

Les ménages ont donc dû adopter des stratégies mettant en péril la durabilité de leurs modes de subsistance (coupe de bois et fabrication de charbon de bois, vente d'animaux). Ainsi, les stratégies de résilience des ménages qui étaient déjà fortement affaiblies en 2008 et 2009 ont subi là encore de fortes dégradations.

Du point de vue alimentaire de nombreux foyers ont dû réduire le nombre de repas par jour. Celui-ci est passé de 3 à 2 (voire même 1) et le nombre de jour par mois sans repas a augmenté de 2 à plus de 7 ou 8. La quantité des rations alimentaires a également fortement diminué (de 1/3 à 1/2). De plus, en parallèle à la baisse de la quantité des repas, la qualité a, elle aussi, baissé par une diversité moindre des rations alimentaires. Par exemple, la consommation de viande a été 3 à 4 fois plus rare qu'avant le séisme.

La réponse : une approche liant urgence, réhabilitation et développement

En fonction des résultats du diagnostic, la stratégie de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE dans la commune de Petit-Goâve était de répondre aux besoins des populations en zones rurales qui avaient été largement oubliées par la réponse humanitaire d'urgence afin que

celles-ci ne soient pas tentées de se déplacer vers les camps mais aussi de mettre en place une réponse à des problèmes structurels.

Le projet de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE (financé par la DG ECHO et la Fondation Bel) visait à répondre aux besoins d'urgence des familles (boire, manger, s'abriter) et assurer leur sécurité alimentaire pendant la période de soudure prenant fin en juin avec la récolte de la 1^{ère} saison du haricot. Pour répondre à ces besoins, il s'agissait de permettre aux familles dont la maison a été endommagée ou détruite de passer la saison des cyclones dans un abri étanche, de faire cesser ou ralentir les mécanismes de décapitalisation en biens de production qui menacent la durabilité des économies agricoles et de permettre aux agriculteurs, notamment aux plus vulnérables, de réussir la saison agricole qui débute au mois de juin/juillet.

Par ailleurs, il s'agissait de développer des programmes de relance agricole et de soutien aux modes de subsistance afin de réduire la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Comme vu précédemment, les problèmes auxquels sont exposées les communautés vivant dans la zone d'intervention sont avant tout d'ordre structurel : tailles réduites des parcelles, érosion massive, difficulté pour transporter les produits vers le marché de la plaine, faibles capacités de stockage, techniques agricoles non adaptées, faible capacité de transformation/valorisation des productions agricoles. Ainsi, au-delà de la réponse aux urgences, le projet de Solidarités International a pour objectif de permettre aux populations d'améliorer les capacités de production des ménages et de renforcer leurs capacités de résilience aux différents chocs, et de ne pas générer de dépendance à l'aide humanitaire.

Le déroulement du projet

Les premières phases

La première activité mise en place a été de répondre à des besoins en matériel de première nécessité pour les ménages ayant vu leur maison détruite ou endommagée. 3840 familles ont bénéficié des distributions de biens tels que des bâches, des savons, des jerrycans, des seaux, des couvertures et des kits de cuisine.

S'en sont suivis des travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO) qui ont permis de réhabiliter 8,5 km d'une des pistes d'accès à la 8^{ème} section communale. La dernière activité de la phase d'urgence a été la distribution de semences de haricot pour la période de plantation de juin/juillet.

La seconde phase du projet de relance agricole a débuté en juillet 2010. Plusieurs axes de travail sont développés dans cette phase qui s'étale sur près de 1 an :

- L'amélioration des techniques et des capacités de séchage et de stockage de semences ;
- L'amélioration des techniques de production maraî-

chère par la mise en place de 9 jardins de démonstration servant à la réalisation de formations ;

- La distribution de 720 caprins à des groupes d'éleveurs et la mise en place d'un service de soin vétérinaire et d'approvisionnement en produits vétérinaires ;
- La mise en place de pépinières de production d'arbres forestiers et fruitiers.



© SOLIDARITES INTERNATIONAL

Semis du haricot

Rechercher les conditions du succès

Une bonne connaissance de la zone d'intervention

Ce projet intègre une forte composante de diagnostic et d'études permettant de connaître au mieux la zone et le milieu d'intervention. Ainsi diverses études sont réalisées tout au long du projet :

- Un diagnostic agraire d'une durée de 4 mois a permis d'approfondir les connaissances de la zone acquises lors du diagnostic et ainsi de réorienter le projet et préparer la 2^{ème} phase.
- Un suivi de la situation économique des paysans a été mis en place depuis novembre. Celui-ci permet, par des indicateurs clés (issus du travail de diagnostic agraire), de révéler d'éventuelles aggravations de la situation des paysans et ainsi envisager une réadaptation de la réponse.
- Des enquêtes ponctuelles permettent d'évaluer l'impact des activités mises en place dans le cadre du projet.

Une approche associative et communautaire

Afin de les pérenniser, l'ensemble des activités mises en place dans le cadre du projet de Relance Economique et Sociale inclus une forte implication des communautés via des associations paysannes. En effet, la mise en œuvre de toutes les activités se fait en collaboration directe avec des associations locales qui ont la responsabilité de la bonne marche des activités avec l'appui de l'équipe de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL. Un total de 9 associations a été sélectionné par un appel à projet et

des protocoles d'accord ont été signés avec celles-ci afin de fixer les règles de la collaboration, et les droits et devoirs de chaque partie. Le projet inclus également une forte composante de formation et de renforcement des capacités de ces associations dans des domaines variés tels que la gouvernance, la gestion financière ou encore la gestion des biens fournis par le projet.

De la participation communautaire (donc non rémunérée) est également intégrée à chaque activité afin de rentrer dans un système « donnant-donnant » et éviter au maximum l'assistanat, la dépendance et la déresponsabilisation des communautés. Par exemple, pour la construction des silos de stockage SOLIDARITÉS INTERNATIONAL a fourni l'ensemble des matériaux non disponibles dans la zone d'intervention (bois importé, tôles, ciment...) et payé les artisans responsables des constructions, mais a demandé en contrepartie que les associations assurent une partie du transport ou encore l'approvisionnement en sable pour les travaux de bétonnage.

Transparence de la sélection des bénéficiaires et prise en compte des vulnérables

Avant de mettre en œuvre chaque activité, une sélection des bénéficiaires est réalisée selon des critères de vulnérabilité bien définis. Cette sélection se fait tout d'abord par la constitution de listes par des comités locaux (pour les distributions de biens de première nécessité) ou les associations partenaires (pour les activités de la 2^{ème} phase). Après cela, l'équipe du projet réalise des enquêtes approfondies afin de vérifier que les personnes inscrites sur les listes rentrent bien dans les critères de vulnérabilité et ainsi valider les listes ou bien les refuser et demander le réajustement de celles-ci.

Pour la sélection des bénéficiaires, l'année 2010 étant une année électorale, une attention particulière a été portée afin d'éviter au maximum la manipulation politique des activités et les représentants politiques locaux n'ont pas été intégrés au processus de sélection des bénéficiaires. En revanche ces représentants sont régulièrement informés de l'évolution du projet, des activités et impliqués lors des moments clés tels que les distributions notamment pour garantir la sécurité.

Des approches divergentes en réponse aux besoins post séisme

Le séisme du 12 janvier a amené de nombreux acteurs humanitaires à intervenir en Haïti mais la réponse apportée n'est malheureusement pas toujours en adéquation avec les besoins réels des populations. En effet certains acteurs ont des stratégies aux conséquences pouvant être néfastes à divers points de vue. Près d'un an après le séisme des acteurs continuent à distribuer de la nourriture sans réel ciblage des ménages dans lesquels des personnes souffrent de malnutrition ou mettent en œuvre des projets de « Nourriture contre

Travail » alors que le problème ne se situe pas au niveau de la disponibilité en nourriture mais essentiellement de l'accès à celle-ci. Ce type d'intervention peut rentrer directement en compétition avec les marchés locaux qui sont largement fournis en denrées alimentaires variées. Heureusement, nombre d'acteurs humanitaires ont fait le choix stratégique de s'impliquer plus dans des programmes ciblant le transfert de ressources financières (argent contre travail par exemple) que dans la distribution alimentaire.

De plus, certains projets à HIMO (Haute Intensité de Main d'Œuvre), qu'ils soient « nourriture contre travail » ou « Cash contre travail », sont mis en œuvre pendant les pics de travaux agricoles au risque de détourner une partie de la population des travaux des champs. Ce type de projet peut également avoir un impact néfaste sur la disponibilité de la main d'œuvre agricole car les paysans sont plus intéressés à travailler pour un salaire payé par une ONG qui est souvent bien supérieur à ce que peuvent payer les propriétaires ou les gestionnaires des champs.

L'avenir des projets de relance agricole dans un pays plongé dans l'urgence

Actuellement Haïti est toujours plongé dans l'urgence de par la lenteur de la reconstruction et l'épidémie de choléra qui sévit depuis octobre 2010. On peut donc se poser la question de savoir si les bailleurs vont rester mobilisés pour continuer à financer ce genre de projet qui s'attaque à des problèmes de fond du système paysan Haïtien mais qui nécessite un travail à moyen voire long terme. Cela semble indispensable vu le fort potentiel de l'agriculture haïtienne qui a la capacité de produire pour une grande partie de la population et ne peut qu'être bénéfique pour ce pays restant trop dépendant de l'aide étrangère. ■

*Erwin SCHMITT, responsable Programme,
Fabien THOMAS, responsable Terrain
Peggy PASCAL, Référente sécurité alimentaire
et mode de subsistance.*

¹ 1 Carreau: unité de surface utilisée en Haïti équivalent à 1,29 ha.

Les enfants créateurs et créatifs d'Haïti sont les vrais décideurs de l'avenir du pays

Daniel DERIVOIS

Qu'ont vu les enfants haïtiens des catastrophes qui ravagent le pays ? Que comprennent les professionnels de leurs modes d'expression de l'expérience vécue ? Les enfants victimes ne sont pas toujours là où nous les voyons. Il y a un écart entre ce qui est vu et ce qui est montré. C'est dans cet écart que naît la création, l'espace des possibles. Les enfants créateurs et créatifs d'Haïti sont les vrais décideurs de l'avenir du pays.

« ... l'on n'est pas obligé de raconter son secret sur la place publique pour aller mieux ».

B. Cyrulnik, 1993.

Un regard de clinicien

Qu'ont-ils vu ? C'est la question que je me suis posé intérieurement quand, en juillet et en octobre 2010, j'ai vu des enfants démunis pleurer, s'agiter, jouer, rire et courir dans le quotidien post-séisme dans les rues, les camps d'hébergement à Port-au-Prince, Jacmel, Léogâne, Petit-Goâve et aux Gonaïves. Question en apparence sans grand intérêt pour un clinicien qui se penche plus sur la réalité psychique que sur la réalité événementielle, qui travaille plus sur du « vécu » que sur du « vu ». Si le clinicien travaille sur du « vu », c'est parce qu'il est transformé, ramené par le « patient » à défaut d'un « vu » originaire, brut, inaccessible, perdu à jamais sous sa forme initiale.

Mais la puissance événementielle du séisme du 12 janvier 2010 en Haïti m'a poussé à me reposer la question plusieurs fois. Qu'ont-ils vu dans les bâtiments effondrés, fissurés ? Les corps meurtris par le béton armé ? A la télé ? Dans les premiers secours ? Dans l'aide internationale ? Au fur et à mesure que je me rendais compte de l'impossibilité d'y répondre, la question s'est transformée en moi. Elle ne concerne plus seulement les enfants, elle s'étend aussi à ceux qui sont autour d'eux : humanitaires, journalistes, chercheurs, politiques, etc. Locaux ou étrangers. Qu'ont-ils vu, eux ? Préoccupés qui par sa mission, qui par son objet, sa thématique ou son champ d'action, ils travaillent avec les enfants, munis de caméras de télévision, d'appareils photo, de bloc-notes, de matériel alimentaire, sanitaire, etc. La plupart sont dans l'urgence, ils *flashent* des instantanés, étayent et accompagnent le quotidien. D'autres travaillent avec un peu plus de recul. Ils interrogent le temps long des processus sous-jacents au traitement des événements. Les enfants sont montrés sur des écrans, dans des réunions, dans des pages de journaux ou de livres qui s'efforcent de rendre intelligible ce qu'ils – enfants et professionnels – ont vu, vécu.

De « qu'ont-ils vu ? » je suis passé à « qu'ai-je vu ? ». J'ai vu – et surtout senti – un écart. Entre le montré et le caché. L'actuel et l'actualisé. Le gros plan et le subtil. Le dit et le para-dit. Les enfants ne sont pas toujours là où nous les voyons. L'espace et le temps de leurs expériences ne correspondent pas forcément au moment ni au lieu où nous les rencontrons. Le regard de clinicien se veut actuel tout en étant lointain, profond, trans-histo-